

Consultation publique du 3 juillet 2024 sur une proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel (N°2024-08)

Vendredi 27 septembre 2024

Ce document a été rédigé par ELE. Le syndicat ELE fédère plus de 70 entreprises locales de distribution (ELD) au sens du code de l'énergie, qui réalisent des missions de gestionnaires de réseaux de distribution, de fourniture notamment au tarif réglementé de vente d'électricité, de production d'électricité et services. Le syndicat ELE représente ses membres au niveau national, organise et anime les échanges d'expertises et d'expériences sur les sujets métiers, sur toute la chaîne de valeur de l'énergie et dans le domaine social, et accompagne ses adhérents dans la compréhension et la mise en œuvre de la réglementation. Pour plus d'informations, consultez notre site Internet.

Propos liminaire

ELE salue tout d'abord l'initiative de la CRE d'anticiper les réflexions préalables à la transposition française d'ici 2025 de l'article 18 bis de la Directive (UE) 2019/944 révisée et d'inviter les acteurs à faire part de leurs avis sur les futures règles prudentielles.

ELE adhère au principe général d'une « régulation proportionnée et raisonnable » exprimé par le régulateur. L'ensemble de nos positions exprimées ci-dessous vise à respecter concrètement ce principe.

Ainsi que le souligne la CRE dans sa consultation, il faut rappeler que « le nombre de faillites de fournisseurs d'énergie [a] été limité en France au cours de la crise ».¹

Le principe de proportionnalité trouve sa genèse dans le considérant 18 de la Directive du 13 juin 2024 qui précise qu'« **une stratégie de couverture appropriée devrait tenir compte de l'accès des fournisseurs à leur propre production et à leur capitalisation, ainsi que de leur exposition aux variations des prix du marché de gros, de la taille du fournisseur ou de la structure du marché.** ». L'article 18bis de la Directive (UE) 2019/944 révisée prévoit ainsi que les Etats Membres veillent à la mise en place et en œuvre des stratégies de couverture appropriées « **compte tenu de la taille du fournisseur** ».

Ce principe de proportionnalité nous semble aujourd'hui insuffisamment pris en compte dans le document soumis à consultation. A cet égard, il nous paraîtrait justifié d'introduire un régime d'exemption, ou **a minima un aménagement des règles pour les fournisseurs ayant des portefeuilles clients de taille modeste, insusceptibles de mettre le système en péril** (du fait d'une éventuelle défaillance). Il appartiendrait au régulateur de trouver le bon seuil. Par exemple, on peut citer le seuil de 200 000 clients

¹ A cet égard, l'introduction en droit européen d'une obligation de mise en place de stratégies de couvertures trouve son origine dans la **nécessité de limiter le risque de défaillance des fournisseurs**, en particulier pour les fournisseurs proposant des contrats à prix fixe et à durée déterminée. Ainsi, le considérant 18 de la Directive du 23 juin 2024 précise que « *Lorsque les fournisseurs ne veillent pas à ce que leur portefeuille d'électricité soit suffisamment couvert, les variations des prix de gros de l'électricité peuvent les exposer à un risque financier et entraîner leur défaillance, ce qui les amène à répercuter les coûts sur les consommateurs et les autres utilisateurs du réseau. Par conséquent, les fournisseurs devraient bénéficier d'une couverture appropriée lorsqu'ils proposent des contrats de fourniture d'électricité à prix fixe et à durée déterminée.* ». A ce titre, ELE souhaite rappeler qu'aucune Entreprise Locale de Distribution ni leurs filiales de commercialisation n'ont été défaillantes pendant la récente crise de l'énergie.

mentionné à l'article 11 de la Directive 2019/944, qui introduit une obligation de proposer des contrats de fourniture d'électricité à prix fixe et à durée déterminée – catégorie de contrats justement visée par l'obligation de couverture prévue à l'article 18 bis – pour les fournisseurs ayant plus de 200 000 clients finals.

Il apparaît en outre nécessaire **de considérer que l'approvisionnement au Tarif de Cession pour la vente aux TRVe - dont bénéficient les ELD qui le souhaitent - en application du code de l'énergie, équivaut à une couverture et à une gestion de risques particulièrement maîtrisée satisfaisant aux obligations envisagées.**

Considérant que l'objectif recherché par le régulateur, et de manière générale par des règles prudentielles quel que soit le secteur, est l'évitement de la défaillance d'un acteur et, par ricochet, d'une crise systémique, ELE invite la CRE à considérer sérieusement **l'inversement de la logique de contrôle.** Cela aboutirait à introduire une obligation de couverture uniquement pour les fournisseurs qui ne satisferaient pas à des critères objectifs de solidité financière, appréciée par une institution reconnue telle que la Banque de France dont les cotations font référence. Ainsi, la logique pourrait être la suivante :

1. Vérification de la cotation Banque de France du fournisseur et/ou de l'existence d'une politique de risque adaptée à sa taille
2. Si ce premier test n'est pas satisfait, mise en place d'une obligation de couverture en volume (dans des proportions limitant les risques de sous-couverture et de sur-couverture des fournisseurs)

Cette nouvelle logique permettrait d'alléger la charge administrative et opérationnelle incombant aux fournisseurs mais aussi aux services du régulateur, tout en permettant l'identification des acteurs en risque qui doit demeurer l'objectif principal du dispositif.

S'agissant de la date d'entrée en vigueur du dispositif, eu égard à l'extinction de l'ARENH prévu au 1er janvier 2026, il apparaît adapté de décaler l'entrée en vigueur postérieurement à cette date et pour les contrats entrés en portefeuille à partir du 1er janvier 2026.

Enfin, ELE souhaiterait connaître les règles qui sont prévues par la CRE pour **renforcer les principes de confidentialité et de déontologie des services du régulateur** au regard de la nature stratégique et sensible des données demandées aux fournisseurs, en particulier si les règles adoptées devaient être aussi extensives que celles décrites dans la consultation.